

Entretien

« La Géorgie est prise entre les pressions russes et les espérances européennes »

Pour Pierre Razoux, auteur d'une histoire de la Géorgie, le jeu pour le pays n'est pas d'être « pro-Poutine ou anti-Poutine » mais d'être réaliste dans un environnement compliqué



Manifestation devant le Parlement, dans le centre de Tbilissi, le 8 mars en Géorgie.

Sipa Press

Les faits -

Rêve géorgien, le parti au pouvoir en Géorgie a annoncé jeudi le retrait d'un projet de loi controversé sur les « agents étrangers » considéré par ses détracteurs comme le signal d'un virage autoritaire dans le pays et contesté ces derniers jours dans la rue par des dizaines de milliers de manifestants. Il affirme dans un communiqué « retirer sans conditions » ce projet de loi afin de réduire la « confrontation » au sein de la société.

« Nous avons constaté que le projet de loi sur la transparence en matière d'influence étrangère a suscité des réactions diverses dans la société. La machine à mensonge a pu le présenter d'une manière négative et mentir au public. La fausse étiquette de "loi russe" a été accolée à notre texte dont l'adoption en première lecture (mardi) au Parlement a été analysée comme l'amorce d'une sortie de notre trajectoire européenne aux yeux de certains (...) Au vu de tout cela, nous avons décidé le retrait

sans condition de la loi ». Après des jours de manifestations sous les bannières géorgiennes et européennes à Tbilissi, la capitale, ainsi qu'un flot ininterrompu de critiques de l'opposition et des responsables de l'Union européenne, *Rêve géorgien*, le parti du Premier ministre Irakli Garibachvili, a retiré son texte imposant à toute organisation dépendant financièrement pour au moins 20 % de fonds provenant de l'extérieur du pays de s'enregistrer comme « agent étranger ».

Pas sûr que cette décision ramène le calme. « Ce n'est que le début de la victoire. [La place de la Géorgie est en Europe](#) » a aussitôt lancé l'ancien Premier ministre (2019-2021) et leader du parti *Pour la Géorgie* Giorgi Gakharia tandis que du côté des activistes, méfiants à l'égard du pouvoir, on appelait à la poursuite de la mobilisation, ne serait-ce que pour aboutir à la libération des manifestants arrêtés par la police. « C'est la pratique du pouvoir en Géorgie depuis au moins l'époque soviétique. Il y a toujours eu la tentation de vouloir museler l'opposition, quels que soient les présidents ou les pouvoirs en place », commente l'historien Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES).

Délicat équilibre. La situation géopolitique dans la région met les nerfs à rude épreuve. « Tout le dilemme des dirigeants géorgiens, quels qu'ils soient depuis Edouard Chevardnadze, le premier président du pays à son indépendance, au début des années 1990, est de préserver un équilibre délicat entre l'espace post-soviétique et l'Europe, au sens à la fois de l'Union européenne et de l'Otan. A Tbilissi, tout le monde a compris depuis [la guerre de 2008 avec la Russie](#) que c'était une ligne rouge pour le Kremlin en général, pas seulement pour Vladimir Poutine. Il faut se rappeler aussi qu'il y a eu une guerre civile en Géorgie entre 1991 et 1994 avec des milliers de morts et que le pays, corridor stratégique dans la région, est le voisin immédiat de la Russie qui toise à la fois d'un air agacé et protecteur ce qu'il considère comme un pays de cocagne. Dans l'esprit des Russes, c'est l'ancien joyau de la couronne tsariste qu'il ne faut pas laisser partir », continue l'auteur de *Histoire de la Géorgie, clé du Caucase* (Perrin).

« L'UE est pour eux un vieux rêve, notamment chez les plus jeunes, mais il y a pas mal de gens qui continuent d'avoir des intérêts en Russie, en Iran, en Turquie et dans le Caucase »

« Pour les dirigeants, il s'agit donc de trouver [un équilibre entre les pressions russes et l'espérance européenne](#). Quand ils ont l'impression que le Kremlin les voit trop dériver vers l'Europe et commence à “sortir le bâton”, ils doivent donner des signes pour calmer l'ire de Moscou », ajoute-t-il. C'est sans doute dans ce cadre que s'inscrit le projet de loi sur les agents de l'étranger, très ressemblant à celui adopté par la Russie en 2012. « Irakli Garibachvili passe pour être effectivement pro-russe sans s'aligner pour autant totalement sur Moscou. Il ne faut pas oublier que plus de 100 000 Russes ont fui leur pays pour rejoindre la Géorgie depuis le déclenchement de la guerre contre l'Ukraine, et que cette nouvelle population plutôt aisée a contribué à renflouer l'économie géorgienne », poursuit Pierre Razoux, en soulignant que les

Géorgiens veulent, avant tout, être indépendants. « L'UE est pour eux un vieux rêve, notamment chez les plus jeunes, mais il y a pas mal de gens qui continuent d'avoir des intérêts en Russie, en Iran, en Turquie et dans le Caucase », rappelle-t-il.

Tbilissi semble avoir aussi compris que les Européens n'étaient [pas prêts à les accueillir rapidement au sein de l'Union](#). « D'une manière pragmatique, ils prennent donc l'argent et les coopérations là où ils sont, c'est-à-dire du côté des alliés russes, notamment des oligarques. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils vont aller « baiser la main du tsar » à Moscou. Le jeu n'est pas d'être « pro-Poutine ou anti-Poutine » mais de se montrer réaliste dans un environnement compliqué. Les Géorgiens ne veulent pas se faire envahir. Ce qui n'empêche pas un nombre très important d'entre eux de combattre en Ukraine dans les rangs des brigades internationales de Zelensky », souligne l'historien.

Kiyv et Tbilissi n'en ont pas moins des relations difficiles. « Cela tient notamment à l'ancien président géorgien Mikheil Saakashvili (2008-2013) qui, contraint de quitter son poste avant le terme de son mandat, s'est [réfugié en Ukraine dont il a obtenu la nationalité en 2015](#) (il a même été nommé gouverneur de la région d'Odessa) avant d'en être déchu en 2017 et d'être re-naturalisé par Volodymyr Zelensky à son arrivée au pouvoir en 2019. Ennemi personnel de Vladimir Poutine, [Mikheil Saakashvili est un personnage politique hors-norme qui a modernisé son pays, mais qui a fait des erreurs](#) dont celle d'être accro au pouvoir absolu. Cela pollue les relations entre Tbilissi, Kiyv et Moscou et fait partie de l'équation » rappelle Pierre Razoux pour qui tout n'est jamais simple en Géorgie.

Gilles Sengès
L'Opinion